

## Processus de paix en Amérique centrale

### La recherche de la paix

Les événements des années 90 ont amené un climat d'optimisme : des élections libres et équitables ont eu lieu au Nicaragua, les négociations de paix peuvent reprendre incessamment au Salvador et les grandes puissances ont accepté d'appuyer le processus de paix.

Les années 80 cependant ont été marquées par des conflits civils plus ou moins importants au Salvador, au Nicaragua et au Guatemala. À ces conflits, déclenchés par des facteurs socio-économiques, est venue se greffer une dimension Est-Ouest caractérisée par l'intervention des États-Unis dans la guerre que livrent les Contras au Nicaragua et par l'aide fournie par Cuba et l'Union soviétique aux Sandinistes et aux guerilleros du Salvador et du Guatemala.

En 1983 à Contadora au Panama, les ministres des Affaires étrangères de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela (le Groupe de Contadora) ont entrepris avec les dirigeants des cinq pays d'Amérique centrale (c.-à-d. les trois pays en guerre, ainsi que le Honduras et le Costa Rica) une série de pourparlers qui ont mené à la rédaction d'un projet d'acte de paix.

En août 1987, à partir d'une proposition du président Oscar Arias du Costa Rica, les cinq présidents ont donné leur accord à un plan de paix pour l'Amérique centrale connu sous le nom d'Esquipulas II. Ce plan proposait que soit garantie la participation de la population au processus politique, et que les gouvernements s'engagent à assurer le respect des droits de la personne et du droit de tous les pays de choisir sans influence extérieure leurs régimes économique, politique et social.

Il s'est dégagé un consensus dans la région sur la nécessité de négocier des cessez-le-feu, d'amnistier les insurgés et d'engager un dialogue avec les groupes d'opposition non armés. Même si les délais n'ont jamais été respectés, des progrès réels ont été enregistrés.

Les présidents se sont rencontrés à plusieurs reprises depuis la signature de l'accord d'Esquipulas II, de sorte que ce sommet est devenu une institution régionale importante. En août 1989, à Tela au Honduras, ils se sont entendus sur un plan visant à démobiliser la résistance au Nicaragua et à mettre en place, sous l'égide de l'ONU, un mécanisme de vérification des mesures de sécurité. En décembre 1989, à San Isidro de Coronado au Costa Rica, les présidents ont sanctionné le principe du démantèlement, sous surveillance internationale, des mouvements insurrectionnels.

Lors de leur dernière réunion, en décembre 1990 à Puntarenas au Costa Rica, ils se sont penchés sur diverses questions comprenant le désarmement régional, la valorisation du commerce entre les régions et la coopération nécessaire à la protection de l'environnement. Ils ont aussi souligné l'importance de mettre fin aux guerres civiles dans la région, soit au Guatemala et au Salvador.

### L'appui du Canada au processus de paix

En 1985, le Canada a fait savoir au Groupe de Contadora qu'il était disposé à l'aider à développer des mécanismes de maintien de la paix en mettant à profit l'expérience qu'il a acquise dans ce domaine depuis trois décennies. Après la signature de l'accord d'Esquipulas II en 1987, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark a envoyé des représentants canadiens de haut niveau en Amérique centrale pour offrir le soutien du Canada aux dirigeants. En novembre de la même année, M. Clark s'est rendu dans les cinq pays de la région afin de réitérer cette offre, et un comité spécial de la Chambre des communes a été mis sur pied au début de 1988 pour examiner le processus et suivre de près son évolution.